

Nombre de délégués en exercice : 49

Nombre de structures adhérentes : 34 soit 1000 voix

L'an deux mille vingt-six, le trois juillet,

NOMBRE DE DÉLÉGUÉS PRÉSENTS : 43

NOMBRE DE STRUCTURES REPRÉSENTÉES : 33 soit 986 voix, le Comité Syndical étant réuni à Redon (35)

VOTANTS (DONT X POUVOIRS) : 33, dont 4 pouvoirs, après convocation légale,

DATE DE CONVOCATION : le 26/06/2026

Comité syndical du 3 juillet 2026

Étaient présents :

Stéphanie LANOE-ROUBAUT, Arc Sud Bretagne - Vincent MINIER, Bretagne Porte de Loire Communauté – Benoît SOHIER, Bretagne Romantique – Laurent DUMERCY, Communauté de communes de Brocéliande - Yves-Marie LE POULICHET, Centre Morbihan Communauté - Yoan VETU, Communauté de communes de Châteaubriant-Derval - Michel GAUVIN, Communauté de communes de Châteaubriant-Derval - Didier ALLAIS, CC Erdre et Gesvres - Philippe JOUNY, Communauté de communes de Pontchâteau-St Gildas des Bois - Marie-Alexy LEFEUVRE, Communauté de communes de Nozay - Jean-Pierre HAMON, Communauté de communes de la Région de Blain - Michel GUERNEVE, Golfe du Morbihan-Vannes Agglomération - David VEILLAX, Liffré-Cormier Communauté - Jean RONSIN, Montfort Communauté - Christelle MARCY, De l'Oust à Brocéliande Communauté – Didier HURTEBIZE, De l'Oust à Brocéliande Communauté – Jean-Charles SENTIER, Ploërmel Communauté – Yannick LE BORGNE, Ploërmel Communauté - Joël TRIBALLIER, Questembert Communauté - Jean-François MARY, Redon Agglomération – Franck HERSEMEULE, Redon Agglomération – Ludovic BROSSARD, Rennes Métropole - Didier CHAPELLON, Rennes Métropole – Sébastien GUERET, Rennes Métropole - Françoise LOUAPRE, Rennes Métropole - Patrick HENRY, Roche aux Fées Communauté - Denis LEVREL, Saint-Méen-Montauban Communauté - Daniel HOUITTE, Val d'Ille-Aubigné Communauté – Thierry BEAUJOUAN, Vallons de Haute Bretagne Communauté – Christophe VERON, Vallons de Haute Bretagne Communauté - Aude de la VERGNE, Vitré Communauté – Frédéric LEJAS, Vitré Communauté – Dominique DURAND, CAP Atlantique – Olivier LEFEUVRE, CARENE - Bruno LE BORGNE, Syndicat Eau du Morbihan - Dominique RIGUIDEL, Syndicat Eau du Morbihan - Rémi PITRE, Syndicat Mixte Ouest 35 – Nicolas PASDELOU, Syndicat Mixte Ouest 35 – Thierry EVENO, Golfe du Morbihan-Vannes Agglomération - Philippe SIMON, Golfe du Morbihan-Vannes Agglomération - André CROCQ, Région Bretagne - Bernard LEBEAU, Département de Loire-Atlantique - Yann SOULABAILLE, Département d'Ille-et-Vilaine.

Assistaient également à séance : Eva WARNS, Communauté de communes de Brocéliande - Thierry POITOU, Communauté de communes de Nozay - Stéphane GASNIER, Communauté de communes de la Région de Blain - Maxime PICARD, Questembert Communauté - Cédric VALAIS, Roche aux Fées Communauté

Ont donné pouvoir :

Dominique MARCHAND, Pays de Châteaugiron Communauté a donné pouvoir à Aude de la VERGNE, Vitré Communauté - Benoît LE LAYO, Pontivy Communauté a donné pouvoir à Yves-Marie LE POULICHET, Centre Morbihan Communauté - Benoît SOHIER, Bretagne Romantique a donné pouvoir à Daniel HOUITTE, Val d'Ille-Aubigné Communauté en début et en fin de séance - David VEILLAX, Liffré-Cormier Communauté a donné pouvoir à Jean RONSIN, Montfort Communauté à partir de 12h10.

Étaient absents et excusés :

Nathalie LE BOULCH-VILLERS, Arc Sud Bretagne - Philippe BRIZARD, Bretagne Porte de Loire Communauté - Annabelle QUENTEL, Bretagne Romantique – Virginie FONTAINE, CAP Atlantique - Benoît ROLLAND, Centre Morbihan Communauté – Romain AVRANCHE, CC Erdre et Gesvres – Gaëtan TREHELLO, Communauté de communes de Pontchâteau-St Gildas des Bois – Isabelle GAUTIER, Liffré-Cormier Communauté - Fabienne BONDON, Montfort Communauté – Martine JOUANNET, Pays de Châteaugiron Communauté - Didier BIDAN, Pontivy Communauté – Patrick HERVIOU, Saint-Méen-Montauban Communauté - David DUGUEPEROUX, Val d'Ille-Aubigné Communauté - Claude BODET, CAP Atlantique - Eric PROVOST, CARENE - Delphine ALEXANDRE, Région Bretagne – Franck PICHOT, Département d'Ille-et-Vilaine - Chloé GIRARDOT-MOITIE, Département de Loire-Atlantique.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Vous avez également la possibilité d'exercer, durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux auprès des services d'Eaux & Vilaine.

Délibération Comité syndical du 3 juillet 2026

INSTANCES – Constitution de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), délégation de la présidence

L'article L. 1413-1 du CGCT stipule que les régions, (Ord. n° 2016-1562 du 21 nov. 2016, art. 31) la collectivité de Corse, les départements, les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants, créent une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière.

Les établissements publics de coopération intercommunale dont la population est comprise entre 20 000 et 50 000 habitants peuvent créer une commission consultative des services publics locaux dans les mêmes conditions.

Cette commission, présidée par le maire, le président du conseil départemental, le président du conseil régional, le président du conseil exécutif pour la collectivité de Corse, le président de l'organe délibérant, ou leur représentant, comprend des membres de l'assemblée délibérante ou de l'organe délibérant, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants des usagers et des habitants intéressés à la vie des services publics locaux, nommés par l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant.

En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

La CCSPL examine chaque année sur le rapport de son président :

- le rapport, mentionné à l'article L. 1411-3, établi par le délégataire de service public ;
- les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement visés à l'article L. 2224-5 ;
- un bilan d'activités des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
- le rapport mentionné à l'article L. 2234-1 du code de la commande publique établi par le titulaire d'un marché de partenariat.

La CCSPL est consultée pour avis par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant sur :

- tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce dans les conditions prévues par l'article L. 1411-4 ;

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Vous avez également la possibilité d'exercer, durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux auprès des services d'Eaux & Vilaine.

- tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;
- tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 1414-2 ;
- tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.

Dans les conditions qu'ils fixent, l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant peuvent charger, par délégation, l'organe exécutif de saisir pour avis la commission des projets précités.

Le Président ou la Présidente de la CCSPL présente à son assemblée délibérante ou à son organe délibérant, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Historique au sein de l'établissement

Conformément à l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil d'Administration de l'Institut d'Aménagement de la Vilaine (I.A.V.) a créé la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) le 22 février 2008 par la délibération III.4. et fixé sa composition comme suit :

- Président : le Président de l'I.A.V. ou son représentant
- Membres de l'assemblée délibérante : minimum de 3 membres (1 par département), outre les suppléants
- Représentants des associations locales : 1 représentant de l'Association « Eaux et Rivières », 1 représentant de l'Association UFC QUE CHOISIR et 1 représentant de l'Association C.L.C.V.

Les 14 mai 2008 et 26 mai 2015, le Conseil d'Administration de l'I.A.V. a désigné 3 membres titulaires + 3 membres suppléants de l'assemblée délibérante par vote au bulletin secret.

Le 24 octobre 2017, suite à la création de l'EPTB Vilaine, le Comité Syndical a désigné 3 membres titulaires + 3 membres suppléants de l'assemblée délibérante par vote au bulletin secret.

Le 21 septembre 2018, suite à l'adhésion des EPCI à l'établissement, le Comité Syndical de l'EPTB Vilaine a désigné par vote 6 membres titulaires de l'assemblée délibérante (2 membres issus des départements + 2 membres issus des syndicats d'eau + 2 membres issus des syndicats d'eau) et 6 membres suppléants (2 membres issus des départements + 1 membre issu des syndicats d'eau + 3 membres issus des syndicats d'eau).

Le 6 novembre 2020, le Comité Syndical de l'EPTB Vilaine a désigné par vote 6 membres titulaires de l'assemblée délibérante (4 membres issus du Collège Eau Potable + 2 membres issus du collège EPCI) et 6 membres suppléants (4 membres issus du Collège Eau Potable + 2 membres issus du collège EPCI).

Délégation de la Présidence de la CCSPL

La présidence de la CCSPL est assurée par le ou la Président(e) d'Eaux & Vilaine ou son représentant.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Vous avez également la possibilité d'exercer, durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux auprès des services d'Eaux & Vilaine.

Les sujets traités au sein de la CCSPL concernant le service public de la production d'eau potable, il est proposé au Comité Syndical d'autoriser le ou la Président(e) d'Eaux & Vilaine à déléguer la Présidence de la CCSPL de manière permanente ou ponctuelle à un membre du bureau du collège Eau Potable.

Cette désignation devra prendre la forme d'un arrêté portant délégation de fonction.

Les membres du Comité Syndical, à l'unanimité des voix, soit 986 voix sur 986 voix :

- **autorisent M. le Président d'Eaux & Vilaine à déléguer la Présidence de la CCSPL de manière permanente à un membre du bureau du collège Eau Potable, sous la forme d'un arrêté portant délégation de fonction ;**
- **délèguent au Président d'Eaux & Vilaine ou son représentant le pouvoir de saisir la CCSPL pour avis relatif à tout projet de délégation de service public, de création d'une régie, de partenariat ou de participation à un programme de recherche et développement.**

Pour extrait conforme,

Le Président d'Eaux & Vilaine

Jean-François MARY

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Vous avez également la possibilité d'exercer, durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux auprès des services d'Eaux & Vilaine.